

EURCOM WSH

21877 COMEU B

21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.

A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON

REF: 19:08 19-11-82 000043747 - 000044832

TLX NR 204692-SG / B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 104 DU 19.11.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

A LA VEILLE DU PROCHAIN CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES'' ET DU CONSEIL EUROPEEN DES 2/4 DECEMBRE, LA COMMISSION A ARRETE :

- L'INVENTAIRE DES PROBLEMES DE L'ELARGISSEMENT (DONT LE TEXTE A ETE COMMUNIQUE AUX DELEGATIONS ET BUREAUX EN MEDITERRANEE).
- UNE COMMUNICATION AU CONSEIL SUR LA ''SOLUTION ULTERIEURE'' PORTANT NOTAMMENT SUR LES MESURES DE COMPENSATION AU BENEFICE DU ROYAUME UNI OU ELLE DEGAGE QUELQUES PRINCIPES (NON CHIFFRES) EN VUE D'UNE PREMIERE DISCUSSION.

ELLE POURSUIT EGALEMENT SES REFLEXIONS SUR LE FUTUR ''LIVRE VERT QUI SERA CONSACRE AUX NOUVELLES RESSOURCES PROPRES ET SUR LE RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR. LUNDI ET MARDI, LE CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES'' DOIT ACHEVER LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL ECO/FIN (15.11)

LE CONSEIL A PROCEDE A LA PREPARATION DES POINTS DE CARACTERE ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE SUSCEPTIBLES D'ETRE EVOQUES LORS DE LA PROCHAINE REUNION DU CONSEIL EUROPEEN DES 3 ET 4 DECEMBRE, NOTAMMENT LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DANS LA COMMUNAUTE, AINSI QUE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT.

M. ORTOLI A NOTAMMENT PLAIDE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ADAPTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMMUNAUTAIRES, PARTICULIEREMENT LE NIC. A CE SUJET, LE CONSEIL A EXPRIME SON INTENTION DE PRENDRE UNE DECISION DANS LE COURANT DU PREMIER TRIMESTRE 1983.

POUR LA PREPARATION DE LA SESSION CONJOINTE, LE CONSEIL A CONCEN-
TRE SES TRAVAUX SUR LE VOLET ''RENFORCEMENT DE L'ENVIRONNE-
MENT ECONOMIQUE'' DU TRYPTIQUE PRESENTE PAR LA COMMISSION.

1	Rd-RS
TR.	Bj ³
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	mmB
	C.F.

Reply via RCA: call 212-248-7000

Reply via RCA: call 212-248-7000

Reply via RCA: call 212-24-

2.2 CONSEIL CONJOINT 'ECO/FIN-EMPLOI/AFFAIRES SOCIALES' (16.11)

LE CONSEIL S'EST TERMINE PAR L'ADOPTION DE CONCLUSIONS QUI METTENT L'ACCENT AUTANT SUR LES MESURES DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE QUE SUR DES ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE. LES RESULTATS SONT RELATIVEMENT MODESTES MAIS QUELQUES PAS ONT ETE FAITS DANS LA DIRECTION PROPOSEE PAR LA COMMISSION.

LES CONCLUSIONS ADOPTEES S'ANALYSENT ESSENTIELLEMENT COMME UNE VOLONTE D'APPROFONDIR LES POLITIQUES EXISTANTES ET DE MAINTENIR LE DIALOGUE AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX :

- STABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE : TENDANCES PROTECTIONNISTES, COOPERATION FINANCIERE, IMPORTANCE DU SME.
- CONVERGENCE ET STABILITE ECONOMIQUE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE (LES ETATS MEMBRES DONT LA SITUATION LE PERMET, DEVRAIENT ENCOURAGER L'ACTIVITE ECONOMIQUE PAR LEUR POLITIQUE BUDGETAIRE).
- INVESTISSEMENTS : ADOPTION DES CONCLUSIONS DU CONSEIL ECO/FIN NOTAMMENT SUR LE ROLE DES INSTRUMENTS COMMUNAUTAIRES.
- MARCHÉ INTERIEUR : SAUVEGARDE ET PARACHEVEMENT.
- POLITIQUE INDUSTRIELLE : STIMULATION DE LA COMPETITIVITE ET DE LA RENTABILITE DES ENTREPRISES, IMPORTANCE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, NECESSITE D'UNE POLITIQUE COMMERCIALE EFFICACE.

LES PRINCIPALES DECISIONS DE PROCEDURE DU CONSEIL CONCERNENT :

- UNE SESSION SPECIALE CONSACREE AU MARCHÉ INTERIEUR.
- L'ENGAGEMENT DE SE PRONONCER DEBUT DE 1983 SUR LE NIC 3.
- ACCELERER L'EXAMEN DES PROPOSITIONS CONCERNANT L'INNOVATION ET LA RECHERCHE.

QUANT AUX ACTIONS SPECIFIQUES POUR COMBATTRE LE CHOMAGE, LE CONSEIL :

- A REAFFIRME L'ENGAGEMENT D'ASSURER DANS LES CINQ ANNEES A VENIR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE OU UNE PREMIERE EXPERIENCE DE TRAVAIL A TOUS LES JEUNES SE PRESENTANT POUR LA PREMIERE FOIS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL.
- S'EST ENGAGE A ASSURER L'EXECUTION EFFECTIVE DU PROGRAMME DE PROJETS PILOTES SUR LA TRANSITION A LA VIE ACTIVE ET A ACCELERER LE TRAVAIL SUR LES PROPOSITIONS EN MATIERE DE FORMATION AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES.
- A NOTE AVEC INTERET L'INTENTION DE LA COMMISSION DE PRESENTER DES PROPOSITIONS POUR DES MESURES SPECIFIQUES DESTINEES A PROMOUVOIR LE RECRUTEMENT DES JEUNES ET AUGMENTER LEURS POSSIBILITES D'EMPLOI.

SUR L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL, LE CONSEIL A PARTAGE LE POINT DE VUE DE LA COMMISSION SELON LEQUEL UNE REORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL, EVENTUELLEMENT EN COMBINAISON AVEC UNE REDUCTION DES HEURES DE TRAVAIL, PEUT CONTRIBUER SOUS CERTAINES CONDITIONS A UNE AMELIORATION DE LA SITUATION D'EMPLOI. IL A NOTE AVEC SATISFACTION L'INTENTION DE LA COMMISSION DE PRESENTER AVANT LA FIN DE L'ANNEE UN MEMORANDUM A CE SUJET. PAR AILLEURS LE CONSEIL A INVITE LE CONSEIL SOCIAL A SE PRONONCER SUR LE TRAVAIL VOLONTAIRE A TEMPS PARTIEL ET SUR LA RETRAITE FLEXIBLE.

LES DELEGATIONS N'ONT PAS DONNE D'INDICATIONS SUR L'OPPORTUNITE DE REPETER L'EXPERIENCE DU CONSEIL 'JUMBO'.

2.3 CONSEIL "AGRICULTEUR" (15/16 NOVEMBRE)

ACQUIS COMMUNAUTAIRE

LA PRESIDENCE A CONSTATE L'INCAPACITE DU CONSEIL, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, DE FAIRE AVANCER CE DOSSIER (SECTEURS FRUITS - LEGUMES ET HUILE D'OLIVE) DONT LA SOLUTION CONSTITUE UN PREALABLE POUR LES NEGOCIATIONS D'ADHESION DANS CES DOMAINES. ELLE INFORMERA DONC LA PRESIDENCE DU CONSEIL EUROPEEN DE L'ETAT DU DOSSIER, AFIN D'OBTENIR DES INSTRUCTIONS PRECISES POUR LA POURSUITE DE SON EXAMEN, ET SI POSSIBLE UN CALENDRIER.

VIANDE BOVINE

CONTINGENT GATT 1983 DE 50 000 TONNES (LA QUOTE-PART GRECE SERA DE 2 550 T. COMME EN 1982. LE CONSEIL EXAMINERA EN DECEMBRE LA POSSIBILITE D'IMPORTATIONS SUPPLEMENTAIRES DE JEUNES BOVINS QUI SERAIENT ALLOUES ENTIEREMENT A LA GRECE).

PAR AILLEURS, ON ESPERE QU'UN ACCORD SUR LE REGLEMENT "HILTON BEEF" POURRA INTERVENIR DANS LES PROCHAINS JOURS PORTANT DE 21 000 A 29 800 T. LE CONTINGENT POUR CES VIANDES CONFORMEMENT AUX ACCORDS (XXIV.6) AVEC L'ARGENTINE ET L'URUGUAY.

STRUCTURES

PROROGATION JUSQUE FIN 1984 DU REGLEMENT RELATIF A L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES ET HAUSSE DU TAUX DE PARTICIPATION DU FEOPA AUX PROJETS GRECS DE 25 A 50 0/0 (COMME POUR LE SUD DE L'ITALIE).

USA
--

LA PRESIDENCE A INFORME LE CONSEIL DES RESULTATS DE SON VOYAGE AUX USA ET SOULIGNE LA NECESSITE D'ENTAMER UN DIALOGUE OUVERT ET CONSTRUCTIF SUR LA POLITIQUE AGRICOLE DE LA COMMUNAUTE ET CELLE APPLIQUEE AUX ETATS-UNIS, CE QUI IMPLIQUERA UNE COORDINATION OPTIMALE DES DIX POUR SAUVEGARDER LA PAC.

2.4 SITUATION DE L'AGRICULTURE

LE RAPPORT 1982, PUBLIE EN RELATION AVEC LE RAPPORT GENERAL, TRAITE NOTAMMENT DES CONSEQUENCES POUR LA PAC DE L'ABSENCE OU DE L'INSUFFISANTE INTEGRATION D'AUTRES FACTEURS (ECONOMIQUES ET MONETAIRES, NOTAMMENT) DIRECTEMENT LIES A L'ACTIVITE AGRICOLE ET DE LA REMISE EN CAUSE DE CERTAINS ACQUIS DE LA PAC. LE RAPPORT ANALYSE AUSSI NOTAMMENT LES ECHANGES AGRICOLES AVEC LES PVD ET LES RELATIONS EXTERIEURES.

LE RAPPORT RETIENT CETTE ANNEE COMME FAITS MARQUANTS : LA PERSISTANCE DE LA CRISE ECONOMIQUE, LES BONS RESULTATS DES RECOLTES, DES PRIX SATISFAISANTS A LA PRODUCTION, UNE AMELIORATION DU REVENU AGRICOLE, CERTAINS NOUVEAUX PRINCIPES DE LA PAC, DES CRITIQUES DE CERTAINS PAYS TIERS.

CETTE SEMAINE LE PARLEMENT A ADOPTE UNE RESOLUTION EN FAVEUR D'UNE REFORME DE LA POLITIQUE COMMUNE DES CEREALES ET D'UN RAPPROCHEMENT DES PRIX COMMUNAUTAIRES AVEC LES COURS MONDIAUX. EN DEBIT D'UN AMENDEMENT EN FAVEUR D'UNE "STABILISATION" DES IM-

PORTATIONS DE PRODUIT DE SUBSTITUTION DES CERELES CE VOTE (130 VOIX CONTRE 32) EST CONSIDERE, PAR LES OBSERVATEURS COMME UN COUP DE SEMONCE AVANT LE GRAND DEBAT SUR LES PRIX DE LA CAMPAGNE 1983-84 (JUSQU'A PRESENT, LE PARLEMENT AVAIT TENDANCE A PROPOSER DES PRIX SUPERIEURS A CEUX AVANCES PAR LA COMMISSION OU LE CONSEIL).

A NOTER QUE, CETTE RESOLUTION ETAIT PRESENTEE PAR LA COMMISSION DU CONTROLE BUDGETAIRE ET QUE, PRESQUE SIMULTANEMENT, LE PARLEMENT ADOPTAIT UNE AUTRE RESOLUTION CONDAMNANT LE PROTECTIONNISME TOUT EN DEFENDANT LE PRINCIPE DE LA PAC.

2.5 INDUSTRIE SIDERURGIQUE

LA COMMISSION A EU UN ECHANGE DE VUES EN PREVISION DE LA REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE CONVOQUEE POUR LE JEUDI 28 A ELSENER ET A LAQUELLE PARTICIPERONT MM. ORTOLI, DAVIGNON ET ANDRIESEN. CETTE REUNION AURA POUR OBJET PRINCIPAL D'EXAMINER LES OBJECTIFS, LES MOYENS ET LES MODALITES POSSIBLES DE REDUCTIONS DES CAPACITES DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE COMMUNAUTAIRE ALLANT TRES SENSIBLEMENT AU DELA DES PROGRAMMES DE RESTRUCTURATION COMMUNIQUEES PAR LES ETATS MEMBRES.

L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES NATIONAUX REPRESENTE A PEINE PLUS DE 15 MIO. DE TONNES ALORS QUE LA SURCAPACITE TOTALE S'ELEVERAIT A QUELQUE 47 MIO. T. SELON LES EVALUATIONS DE LA COMMISSION (OBJECTIFS GENERAUX ACIER 1985). ON ESTIME GENERALEMENT QUE L'EFFORT GLOBAL A FOURNIR PAR L'ENSEMBLE DE LA SIDERURGIE EUROPEENNE DEVRAIT ETRE LE DOUBLE DE CELUI PREVU POUR QUE L'OBJECTIF DE RETOUR A LA RENTABILITE DU SECTEUR EN 1985 SOIT REALISABLE.

LA COMMISSION CONSACRERA LA SEMAINE PROCHAINE UN NOUVEAU DEBAT AUX TRAVAUX EN COURS EN MATIERE D'AIDES ET DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE. DES A PRESENT, ELLE A SOULIGNE L'IMPERIEUSE NECESSITE QUE LES MESURES DE RESTRUCTURATION SOIENT ACCOMPAGNEES DE MESURES SOCIALES CORRELATIVES.

2.6 PRETS NIC POUR PME

LE PRESIDENT DE LA BEI, M. LE PORTZ, ET M. PADOA-SCHIOPPA ONT ANNONCE LUNDI LES PREMIERS PRETS NIC POUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) EN ITALIE (211,5 MIO ECUS) ET EN FRANCE (37,6 MIO ECUS). A ETE NOTAMMENT SOULIGNEE A CETTE OCCASION L'IMPORTANCE DE CETTE ''PREMIERE'' POUR LA CONTRIBUTION QU'ELLE APPORTE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET A L'EMPLOI.

DES PRETS NIC ONT ETE EGALEMENT CONSENTIS A LA GRECE POUR LA RECONSTRUCTION DES ZONES SINISTREES PAR LE TREMBLEMENT DE TERRE DU DEBUT 1981 (80 MIO ECUS) ET A L'ITALIE POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LE MEZZOGIORNO (32,2 MIO ECUS).

2.7 SOCIETES MULTINATIONALES

DANS SON INTERVENTION DEVANT LE PARLEMENT, MR. RICHARD A CONSTATE QUE CELUI-CI AVAIT ACCEPTE LES ELEMENTS ESSENTIELS DE LA PROPOSITION DE LA COMMISSION SUR L'INFORMATION DES TRAVAILLEURS (''DIRECTIVE VREDELING''). LA COMMISSION EST DISPOSEE DE SON COTE A RETENIR LA PLUS GRANDE PARTIE DES AMENDEMENTS DU PARLE-

MENT, SOUS RESERVE D'EN PRECISER CERTAINS ASPECTS. LE VOTE EST PREVU POUR LA SESSION DE DECEMBRE.

3. ELARGISSEMENT

LE COREPER A POURSUIVI LA PREPARATION DE LA CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL AVEC LE PORTUGAL (22 NOVEMBRE) QUI SE BORNERA A FAIRE LE POINT DE L'ETAT DES TRAVAUX (DANS LE CONSEIL A.G. LA FRANCE POURRAIT FAIRE SOUS 'DIVERS' UNE COMMUNICATION SUR LE CHAPITRE AGRICOLE).

PAR AILLEURS, IL A PRIS NOTE DE LA DECLARATION DE LA DELEGATION BRITANNIQUE SUR L'ETAT DU CONTRAT COMMERCIAL CEE/ESPAGNE 1970. CE POINT SERA D'AILLEURS ETUDIE SOUS 'DIVERS' LORS DU CONSEIL A.G. DES 22/23 NOVEMBRE.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 URSS ET PAYS DE L'EST

DIMANCHE MIDI, LA COMMISSION (QUI TENAIT SON WEEK END DE REFLEXION A VAL DUCHESSE) A FAIT UNE DECLARATION SUR LA DECISION AMERICAINE DE METTRE FIN AUX SANCTIONS CONTRE LES FIRMES PARTICIPANT AU GAZODUC EURO-SIBERIEN. LA COMMISSION, QUI EN AVAIT ETE INFORMEE PAR LETTRE DU PRESIDENT REAGAN AU PRESIDENT THORN, A ACCUEILLI AVEC UNE VIVE SATISFACTION LA DECISION QUI CONSTITUE UNE ETAPE IMPORTANTE VERS LA STABILISATION DES RELATIONS CE/US. 'LES PROBLEMES LES PLUS COMPLEXES PEUVENT ETRE SURMONTES DES LORS QUE LA VOLONTE DE SE CONSULTER ET L'INSTAURATION D'UN DIALOGUE VERITABLE SE DEVELOPPENT'.

AU SUJET DES DERNIERES DISCUSSIONS DE WASHINGTON SUR LES RELATIONS EST-OUEST, LA COMMISSION A PRIS NOTE DE LA RESERVE GENERALE DU GOUVERNEMENT HELLENIQUE ET DES PRISES DE POSITION D'AUTRES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES. ELLES RENFORCENT LA NECESSITE, POUR LA COMMISSION, DE PRESENTER LES SUGGESTIONS NECESSAIRES POUR QUE LA COMMUNAUTE PUISSE, DANS LES DOMAINES DE SA COMPETENCE, ADOPTER LES POSITIONS COMMUNES REQUISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXES EN COMMUN.

(MERCREDI, LA COMMISSION A EU UN ECHANGE DE VUES SUR L'ACCORD FRANCE/URSS SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES SIGNE LE 15 OCTOBRE, SOUS L'ANGLE DE SA COMPATIBILITE AVEC LES REGLES COMMUNAUTAIRES. ELLE APPROFONDIRA SON ETUDE SUR CERTAINS ASPECTS JURIDIQUES DE L'ACCORD AVANT D'ARRETER SA POSITION DANS LE CADRE DE L'INSTRUCTION DES PROCEDURES D'INFRACTION).

4.2 CHINE - COMMISSION MIXTE (BRUXELLES 11/12 NOVEMBRE)

LES DEUX PARTIES SE SONT DECLAREES SATISFAITES DE L'EXECUTION DE L'ACCORD. BIEN QUE LES ECHANGES COMMERCIAUX N'AIENT PAS POURSUIVI, DEPUIS 1980, L'ESSOR DES ANNEES 78 ET 79, LA PROGRESSION GLOBALE DU COMMERCE DEPUIS L'ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD A ETE CONSIDEREE COMME SATISFAISANTE.

S'IL EST VRAI QUE SUITE A LA POLITIQUE CHINOISE DE REAJUSTEMENT DECIDEE EN 1979, LES EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES ONT POURSUIVI, AU PREMIER SEMESTRE 82, LE MOUVEMENT VERS LA BAISSSE, LA CONCLU-

EN VUE DE PERMETTRE LES IMPORTATIONS REGULIERES -- MANIOC A PARTIR DU 1ER JANVIER 1983, LA COMMISSION A PROPOSE AU CONSEIL UN REGLEMENT PROVISOIRE QUI NE NECESSITE PAS UN AVIS DU PARLEMENT.

4.7 PREPARATION DE LA REUNION MINISTERIELLE DU GATT

UN NOUVEAU PROJET DE DOCUMENT MINISTERIEL RESULTANT DES CONSULTATIONS INTENSIVES MENEES PAR L'AMBASSADEUR DAS DE L'INDE, QUI PRESIDE LE CONSEIL DU GATT, A ETE PRESENTE A GENEVE.

LE 16 NOVEMBRE, LE CONSEIL DU GATT A PRIS NOTE DE CE NOUVEAU DOCUMENT QUI SERA COMMUNIQUE A LA REUNION MINISTERIELLE, ENSEMBLE AVEC LES DECLARATIONS FAITES PAR LES DELEGATIONS.

POUR SA PART, LE REPRESENTANT DE LA CEE A ESTIME QU'IL S'AGISSAIT D'UN JALON FONDAMENTAL MAIS D'UN DOCUMENT INACHEVE ET IL A EXPRIME UN CERTAIN NOMBRE D'OBSERVATIONS CRITIQUES AU SUJET DES ENGAGEMENTS "POLITIQUE ET OPERATIONNELS".

L'AMBASSADEUR DAS POURSUIT SES CONSULTATIONS SUR LES POINTS INACHEVES (REGLEMENT DES DIFFERENDS, SUBVENTIONS, PRODUITS DE LA PECHE, SERVICES, INVESTISSEMENTS ET COMMERCE DES PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE).

UNE NOUVELLE REUNION DU CONSEIL GATT EST PREVUE SAMEDI 20 POUR ETRE INFORMEE DES RESULTATS DE CES CONSULTATIONS.

4.8 C.S.C.E. - REUNION DE MADRID

LA REUNION DANS LE CADRE DE LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE A REPRIS LE 9 NOVEMBRE. EN FEVRIER/MARS, ELLE AVAIT DONNE LIEU A UNE CONFRONTATION ENTRE L'EST ET L'OUEST AU SUJET DES DERNIERS EVENEMENTS EN POLOGNE. CETTE FOIS EGALEMENT, LES DELEGATIONS DE L'OCCIDENT, ET EN PREMIER LIEU CELLE DU DANEMARK QUI ASSUME LA PRESIDENCE DE LA COMMUNAUTE, ONT VIVEMENT CRITIQUE LES VIOLATIONS DE L'ACTE FINAL DE HELSINKI QUI ONT

EU LIEU DEPUIS LA DERNIERE SEANCE, SURTOUT LA SUPPRESSION DU SYNDICAT LIBRE SOLIDARITE ET AUTRES ATTEINTES AUX LIBERTES CIVILES EN POLOGNE, AINSI QUE LES ACTIONS REPRESSIVES EN URSS ET DANS D'AUTRES PAYS DE L'EST. CES DERNIERS ONT REJETE CES CRITIQUES COMME UNE INGERENCE DANS LEURS AFFAIRES INTERNES, MAIS LEURS REACTIONS ONT ETE BEAUCOUP MOINS VIOLENTES QUE LORS DE LA SEANCE PRECEDENTE, ET LES ORATEURS DE PART ET D'AUTRE ONT SOULIGNE LEUR DESIR DE NEGOCIER UN DOCUMENT DE CLOTURE SUBSTANTIEL ET EQUILIBRE.

A CETTE FIN, LES PAYS OCCIDENTAUX ONT PROPOSE UNE SERIE D'AMENDEMENTS AU PROJET DE DOCUMENT FINAL REDIGE EN 1981 PAR LES DELEGATIONS NEUTRES ET NON-ALIGNEES, AMENDEMENTS QUI CONCERNENT ENTRE AUTRES LES LIBERTES SYNDICALES ET LE DROIT DES CITOYENS DE CONTROLER SI LEURS PROPRES GOUVERNEMENTS RESPECTENT L'ACTE FINAL. LES SEMAINES QUI VIENNENT SERONT SANS DOUTE CONSACREES A LA DISCUSSION DE CES AMENDEMENTS ET D'AUTRES QUI POURRONT ETRE PROPOSES PAR LES PAYS DE L'EST.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

EURCOM WSH

21877 COMEU B